



LE POUVOIR D'ACHAT ASPHYXIE DES TPE

Avec 1,5 salarié par entreprises, les TPE ont la taille d'un ménage français, mais ont vu leur pouvoir d'achat se dégrader plus encore. Privées de l'accès au crédit, subissant des obligations de règlement rapide et d'encaissement long, matraquées par des frais bancaires exorbitants... Leur trésorerie est soumise à des abus de position dominante dommageables à leur pérennité, à l'emploi et à la croissance économique.

Pour Louis Lambel, président des Créateurs d'emplois et de richesse de France (Cerf), il est urgent que le gouvernement ouvre les chantiers et prenne les mesures qui permettront d'améliorer la trésorerie des TPE et libérer leur capacité de développement et d'investissement.

Une action volontariste dans ce sens permettra, surtout, de lutter contre la première cause des **défaillances des entreprises**. Chaque année, ce sont ainsi plus de 200 000 emplois salariés et 70 000 emplois non salariés qui sont détruits, pour **un coût s'élevant à plusieurs milliards d'Euros**, grevant les caisses de l'Etat et les comptes sociaux.

Sur le plan économique, c'est la capacité de la France à dynamiser son offre qui est en jeu, en vue de restaurer la croissance.

L'exonération de charges et d'impôts du travail au-delà de la 35^{ème} heure et l'exonération d'ISF des investissements dans les TPE et PME sont donc absolument vitales et doivent être saluées par tous.

D'autres solutions doivent cependant être mises en œuvre rapidement :

- Garantir les délais de paiement aux PME et TPE, par un fonds relais garantissant les règlements de l'Etat, par exemple (préalable à toute ouverture de nouveaux marchés publics à ces entreprises) ;
- Protéger l'activité, par un fonds relais de garantie prud'homme (le salarié est indemnisé immédiatement et l'entreprise rembourse une dette échelonnée, afin de ne pas pénaliser l'activité), avec possibilité d'utiliser le dispositif en cas de licenciement ;
- Baisse des frais bancaires abusifs ;
- TVA sociale (mesure fondamentale pour la trésorerie des entreprises, qui sont taxées aujourd'hui, quelque soit le niveau d'activité !!!).

En parallèle, les chantiers sociaux doivent avoir pour objectif de sécuriser l'activité, seule garante de l'emploi.

Parce que nous sommes des millions, nous ne devons plus rester seuls.